

Communiqué de presse
3 mai 2022

EMBARGO jusqu'au 3 mai 2022 // 06H00 DU MATIN (Paris - GMT +2)

Un environnement de plus en plus toxique en Amérique latine

Un peu partout sur le continent, les journalistes poursuivent leur travail d'information dans un environnement de plus en plus délétère et toxique. Comme en 2020, la crise du coronavirus a joué, en 2021, un rôle d'accélérateur de censure, provoqué de graves difficultés économiques pour la presse et engendré de sérieuses difficultés d'accès à l'information sur la gestion de l'épidémie par les gouvernements d'Amérique latine.

La méfiance envers la presse, alimentée par une rhétorique anti-média et une banalisation des discours stigmatisants de la classe politique, notamment au Brésil (111^e du Classement), à Cuba (173^e), au Venezuela (148^e), au Nicaragua (160^e) et au Salvador (112^e), a encore gagné du terrain. Toujours plus visibles et virulentes, ces attaques publiques fragilisent la profession et encouragent les poursuites judiciaires abusives, les campagnes de diffamation et d'intimidations - particulièrement contre les femmes - et le harcèlement en ligne contre les journalistes critiques.

Le Nicaragua enregistre la plus importante dégringolade (-39 places) et entre dans la zone rouge du Classement. La parodie d'élection organisée en novembre 2021 et qui a porté Daniel Ortega à la présidence pour un quatrième mandat consécutif s'est accompagnée d'une féroce chasse aux voix critiques. Les derniers bastions de la presse indépendante sont assiégés et la grande majorité des journalistes indépendants, menacés de poursuites judiciaires abusives, a dû quitter le pays.

La situation au Salvador, qui enregistre pour la deuxième année consécutive une des plus fortes baisses de la région (-30), est également extrêmement préoccupante. Depuis son arrivée au pouvoir en 2019, le président Nayib Bukele joue un jeu dangereux, et multiplie les attaques et les menaces contre les journalistes critiques de son administration, créant ainsi l'image d'une presse ennemie du peuple. Cette dérive autoritaire assortie de changements forcés du cadre législatif (loi sur les "agents de l'étrangers", modifications du code pénal) rendent le travail de la presse de plus en plus complexe.

Avec au moins sept journalistes assassinés en 2021, le Mexique (127^e) demeure le pays le plus meurtrier du monde pour la presse et se classe 179^e sur 180 pour l'indicateur Sécurité.

Le Costa-Rica reste l'exception sur le continent et le meilleur élève de la région (8^e au Classement).

Précarité chronique et agressions en Amérique du Nord

Les États-Unis ont gagné quelques places au Classement 2022 (42^e, + 2 places) grâce aux améliorations apportées par l'administration Biden, comme par exemple la restauration des points presse de la Maison-Blanche et ceux de l'agence fédérale de la santé. Néanmoins, la plupart des problèmes récurrents impactant les journalistes restent non traités. Parmi eux, citons la disparition des journaux locaux, une polarisation systématique des médias et l'érosion

Communiqué de presse
3 mai 2022

EMBARGO jusqu'au 3 mai 2022 // 06H00 DU MATIN (Paris - GMT +2)

du journalisme par les plateformes numériques, dans un climat d'animosité et d'agression envers les journalistes, entre autres.

Bien que le Canada renouvelle avec force son engagement envers les protections et pratiques de la liberté de la presse internationale, les journalistes canadiens ont, en 2022, été la cible d'hostilités, d'interdictions d'accès, de menaces de mort et d'atteintes physiques lorsqu'ils couvraient le « Convoi de la liberté », une manifestation contre la politique sanitaire du gouvernement. Autre tendance inquiétante : les autorités canadiennes ont également arrêté des journalistes traitant une manifestation autochtone contre un oléoduc en Colombie-Britannique. En 19^e position au Classement 2022, les cinq places perdues par le pays reflètent le mauvais traitement des journalistes observé durant le Convoi de la liberté et les manifestations autochtones.

Dans les Caraïbes, Trinité-et-Tobago (25^e) a progressé de manière assez significative. Le pays doit sa nouvelle place à une décision de la Cour suprême en faveur de la protection des sources journalistiques, ce qui pourrait avoir de fortes répercussions sur les médias dans toute la région. La Guyane (34^e) a également gagné plusieurs places au Classement 2022 grâce à son solide paysage médiatique et au fait que les journalistes travaillent en général dans un environnement sûr, sans crainte d'actes violents ou d'agressions physiques.